

## PANORAMA INTERNATIONAL (6-7-2020)

Il est notoire que les "succès scientifiques" des économistes bourgeois consistent à expliquer *les raisons de ce qui est survenu dans le passé*. Quant à leur capacité à prévoir l'avenir, ceci est une toute autre affaire. Cela ne signifie pas que, dans certaines occasions, la bourgeoisie ne dispose pas d'éléments permettant d'exclure des scénarios facilement jetables. Par exemple, qu'il ne sera pas possible de sortir très rapidement de la crise mondiale actuelle. D'autant plus que la pandémie Coronavid-19, loin de ralentir, tend actuellement à se propager internationalement en Amérique latine, aux États-Unis et en Asie et qu'une épidémie en Afrique (jusqu'à présent relativement exempte, sauf en Afrique du Sud) et une future résurgence en Europe à l'automne-hiver prochain ne sont pas exclues.

Ne serait-ce que pour constater ce que les économistes de l'impérialisme prévoient dans un avenir proche, il est intéressant de consulter les prévisions du FMI pour la période 1920-1921. Les tableaux suivants témoignent de leur perception de l'ampleur de la crise actuelle.

Le premier tableau concerne l'évolution attendue du PIB dans une sélection des principaux pays capitalistes pour les années 2019-2021. Le second tableau traduit les données du premier tableau dans l'évolution du PIB en prenant l'année 2018 comme référence. Les prévisions à la baisse du PIB sont à long terme, car seule la Chine (et en partie l'Inde) devrait réussir à court terme à sortir de ce bourbier (au prix d'une baisse du taux de croissance par rapport au passé). Mais comme le dit la "sagesse populaire", même cela "peut être vrai et ne pas se produire". Le FMI estime que, dans la grande majorité des cas, les niveaux de production de 2018 ne seront pas atteints en 2021.

### Principaux pays capitalistes<sup>1</sup>

Tableau 1

Tableau 2

Taux de croissance annuel du PIB    Évolution du PIB (Base 100 en 2018)

Pays	2019	2020	2021	Pays	2018	2019	2020	2021
États-Unis	2,3	-8,0	4,5	États-Unis	100	102,3	94,1	98,4
Alemagne	0,6	-7,8	5,4	Alemagne	100	100,6	92,8	97,8
France	1,5	-12,5	7,3	France	100	101,5	88,8	95,3
Italie	0,3	-12,8	6,3	Italie	100	100,3	87,5	93,0
Espagne	2,0	-12,8	6,3	Espagne	100	102,0	88,9	94,5
Japon	0,7	-5,8	2,4	Japon	100	100,7	94,9	97,1
Royaume-Uni	1,4	-10,2	6,3	Royaume-Uni	100	101,4	91,1	96,8
Canada	1,7	-8,4	4,9	Canada	100	101,7	93,2	97,7
Russie	1,3	-6,6	4,1	Russie	100	101,3	94,6	98,5
Chine	6,1	1,0	8,2	Chine	100	106,1	107,2	115,9
Inde	4,2	-4,5	6,0	Inde	100	104,2	99,5	105,5

<sup>1</sup> <https://blog-dialogoafondo.imf.org/?p=13649>

Les prévisions du FMI sont particulièrement catastrophiques pour la France, l'Italie et l'Espagne.

Pour les principaux pays d'Amérique latine, les prévisions du FMI se retrouvent dans les tableaux 3 et 4. Elles ne sont pas moins calamiteuses, notamment pour le Brésil (-4,8% en 2021 par rapport à 2018), l'Argentine<sup>2</sup> (-9,4%) et le Mexique (-7,8%).

Amérique Latine<sup>3</sup>

Tableau 3

Tableau 4

Taux de croissance annuel du PIB      Évolution du PIB (Base 100 en 2018)

País	2019	2020	2021	País	2018	2019	2020	2021
Argentina	-2,2	-9,9	3,9	Argentina	100,0	97,8	88,1	91,6
Brasil	1,1	-9,1	3,6	Brasil	100,0	101,1	91,9	95,2
Chile	1,1	-7,5	5,0	Chile	100,0	101,1	93,5	98,2
Colombia	3,3	-7,8	4,0	Colombia	100,0	103,3	95,2	99,1
México	-0,3	-10,5	3,3	México	100,0	99,7	89,2	92,2
Perú	2,2	-13,9	6,3	Perú	100,0	102,2	88,0	93,5

Au niveau mondial, le FMI estime que la baisse de la production sera de 4,9 % en 2020, provoquant une crise "*comme jamais dans le passé*".

Les conséquences de cette crise internationale sur le niveau de l'emploi sont et seront dramatiques.

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), "*les pertes en heures travaillées au premier semestre 2020 ont augmenté, reflétant ainsi la détérioration de la situation ces dernières semaines, notamment dans les pays en développement. Au premier trimestre de cette année, environ 5,4 pour cent des heures de travail dans le monde (correspondant à 155 millions d'emplois à temps plein) ont été perdues par rapport au quatrième trimestre 2019. On estime que les pertes en heures de travail au deuxième trimestre 2020 devraient atteindre 14,0 pour cent (correspondant à 400 millions d'emplois à temps plein) par rapport au dernier trimestre 2019, la baisse la plus forte étant enregistrée dans les Amériques*".<sup>4</sup>

<sup>2</sup> Le cas de l'Argentine est encore pire par rapport à 2017 (-10,7%)

<sup>3</sup> <https://blog-dialogoafondo.imf.org/?p=13682>

<sup>4</sup> « Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Cinquième édition Estimations actualisées et analyses », 30 juin 2020. Bien entendu, ces données doivent être prises avec des pincettes,

Dans quelques pays impérialistes, depuis un certain nombre de mois les États ont pris en charge le paiement partiel des salaires des travailleurs licenciés pour cause de confinement. A partir du déconfinement, les entreprises devront directement prendre en charge les coûts salariaux dans un contexte de forte récession, ce qui entraînera des licenciements massifs, tant dans les industries "florissantes" que dans les secteurs en crise.

En **France**, le Ministère du Travail a annoncé le 25 juin le nombre de nouveaux chômeurs inscrits en mai : 61 000 demandeurs d'emploi supplémentaires inscrits après une augmentation de 209 000 en avril. Au total, plus de 6,1 millions de personnes sont enregistrées comme chômeurs officiels. *C'est le chiffre le plus élevé depuis 1996*. Dans ses dernières prévisions, l'organisme qui gère les fonds d'allocations de chômage a estimé le 18 juin que *900 000 emplois rémunérés auront été détruits d'ici la fin de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019*.

Aux **États-Unis**, malgré la baisse du nombre de chômeurs en mai et juin, qui est passé de 14,7 % de la population active en avril à 11 % en juin, la perte d'emplois est toujours inférieure de 15 millions à celle de du mois de février<sup>5</sup>.

Voici un petit échantillon de ce qui est en préparation ou déjà en cours.

"C'est la pire crise qui ait frappé l'industrie automobile", a prévenu fin mars Eric-Mark Huitema, directeur général de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Et Renault vient d'annoncer la suppression de 15 000 emplois (dont 4 600 en France) sur un total de 181 000 (en 2018).

Sanofi -une grande entreprise pharmaceutique ultra rentable<sup>6</sup> qui reçoit également des subventions de l'État- a annoncé le licenciement de 1 700 employés en Europe et de 1 000 en France.

Airbus, le champion de l'aéronautique européenne, a décidé de licencier 15 000 salariés sur un total de 140 000, dont 5 000 en France, ce qui entraînera la perte de 40 000 autres emplois chez les sous-traitants français.

---

car elles sont basées sur les informations fournies par les États nationaux qui ont intérêt à minimiser les "mauvaises nouvelles" (soit intentionnellement, soit parce qu'ils manquent d'informations statistiques fiables, notamment en ce qui concerne l'économie "souterraine"). Mais elles peuvent être utilisées pour évaluer les tendances très générales du marché du travail.

<sup>5</sup> Rappelons qu'avant que la crise n'éclate, 23 millions d'Américains entre 25 et 54 ans étaient au chômage, que la plupart n'étaient plus comptabilisés dans les statistiques du chômage simplement parce qu'ils avaient cessé de chercher du travail par découragement ou pour des raisons de santé, et que si l'on avait eu un taux d'activité comparable à celui d'avant la crise de 2008, le chômage serait plus de deux fois supérieur aux chiffres officiels (voir "Panorama International du 17-05-2020").

<sup>6</sup> 100 000 salariés dans le monde, 25 000 en France, 4 milliards d'euros à verser à ses actionnaires en 2020. Le gouvernement français lui a accordé une subvention de 200 millions d'euros pour le développement d'un vaccin contre le Covid-19.

Air France a annoncé le licenciement de 5 600 salariés sur un total de 44 800. En outre, 22 000 licenciements sont annoncés chez Lufthansa, 12 000 chez British Airways, 10 000 chez Delta Air Lines.

Nokia France a annoncé la suppression de 1 000 à 1 200 employés sur un total de 3 800.

L'entreprise de vente de chaussures La Halle a fait de même avec le licenciement de 2 000 employés sur 5 400. La liste des "restructurations", des fermetures de succursales, des licenciements et des placements en redressement judiciaire dans l'industrie du textile et de l'habillement est extrêmement longue.

Selon une étude publiée le 11 juin par le Ministère français du Travail, l'emploi temporaire (intérim) a enregistré une baisse historique au premier trimestre 2020 avec 40,4% d'emplois perdus, son plus bas niveau depuis 1998. Cette baisse touche tous les secteurs, notamment la construction (-60,5 %), l'industrie (-40,7 %) et le secteur tertiaire (-31 %). Certains secteurs, comme l'industrie automobile, sont précisément ceux qui ont tendance à employer les plus grands bataillons de travailleurs temporaires, ***ceux qui ne sont pas inclus dans les annonces de licenciement des entreprises.***

Cette crise a touché non seulement les salariés, mais aussi des pans entiers de la classe moyenne, comme les 15 000 traducteurs et interprètes en France.

Si la situation de larges secteurs des salariés dans les métropoles impérialistes est annoncée comme extrêmement dure, celle des masses ouvrières dans les pays dits "émergents" atteint des niveaux dramatiques. Et tout cela se passe dans un contexte socio-économique qui était déjà "en chute libre". D'après un rapport de l'OIT datant de 2020<sup>7</sup> ***basé sur des informations antérieures à la crise actuelle :***

*"Le rythme et le type de croissance économique dans les pays à faible revenu sapent les efforts déployés pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions de travail. (...) La sous-utilisation totale de la main-d'œuvre est plus de deux fois supérieure au taux de chômage, touchant plus de 470 millions de personnes dans le monde, et le manque de travail devrait se poursuivre dans un avenir proche (...) Avoir un emploi rémunéré ne garantit pas des conditions de travail décentes et un revenu adéquat pour une grande partie des 3,3 milliards de personnes employées dans le monde en 2019. (...) Les mauvaises conditions de travail se manifestent également par de faibles revenus. En 2019, plus de 630 millions de travailleurs dans le monde - près d'un sur cinq, soit 19 % de l'ensemble des personnes ayant un emploi - ne gagnaient pas assez pour se sortir eux-mêmes et leur famille de la pauvreté extrême ou modérée, c'est-à-dire qu'ils gagnaient moins de 3,20 dollars par jour en parité de pouvoir d'achat. Les pays à faible revenu ont le ratio emploi/population le plus élevé (68 %), car de nombreux travailleurs vulnérables sont contraints d'accepter n'importe quel emploi, quelle que soit sa qualité. Les travailleurs de ces pays sont les plus susceptibles de connaître de mauvaises conditions de travail et de vivre dans la pauvreté (le taux combiné de pauvreté*

---

<sup>7</sup> [https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2020/WCMS\\_734480/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2020/WCMS_734480/lang--fr/index.htm)

*extrême et modérée peut atteindre 66 %). Il est stupéfiant (sic !) que 267 millions de jeunes de 15 à 24 ans dans le monde (22 % de cette tranche d'âge) ne soient ni en formation ni au travail. En outre, de nombreux jeunes ayant un emploi rémunéré rencontrent des obstacles pour trouver un travail décent. En Afrique, par exemple, l'informalité touche 95 % des jeunes travailleurs.*

Passons en revue la situation sociale en **Inde** et **Chine**. D'après un article de Mediapart<sup>8</sup>,

*« En Inde (cinquième économie du monde), le taux de chômage a franchi la barre des 59 % dans certains États. (...) Les migrants de l'intérieur, ces populations flottantes, pour la plupart venues de la campagne, (...) sont environ 100 millions, soit le quart de la population active – le taux d'activité n'étant que de 42,7 % fin 2019. (...) les conséquences du confinement pour (ces) migrants ont été (...) tragiques et immédiates. Les images de centaines de milliers d'entre eux prenant d'assaut les trains et les bus, mais surtout marchant ou se déplaçant à bicyclette, parfois sur plusieurs centaines de kilomètres et au péril de leur vie ont fait le tour de monde. Pour certains, la situation est comparable au grand exode qu'avait connu l'Inde au moment de sa partition en 1947. (...) il a fallu attendre plusieurs semaines pour que les problèmes d'approvisionnement et de revenus soient en partie résolus. Si les gouvernements locaux ont bien enjoint aux entreprises, sous peine de poursuites, de payer les salaires malgré la cessation totale d'activité, beaucoup de petites entreprises ont manqué de liquidités. Par ailleurs, si le gouvernement indien a bien annoncé le doublement de la capacité de rationnement alimentaire, il a omis de prendre en compte que la plupart des travailleurs migrants n'avaient pas de carte de rationnement. Avec le prolongement du confinement – il a été de fait étendu dans la plupart des grands centres urbains jusqu'au 31 mai –, ce n'est que fin avril que le gouvernement a enfin décidé de rétablir les transports pour permettre aux travailleurs migrants de rentrer chez eux dans des conditions plus décentes. Mais il a laissé les différents États de la fédération coordonner seuls la mise en place du redémarrage des liaisons ferroviaires en exigeant que les migrants produisent un certificat médical assurant qu'ils sont asymptomatiques et s'enregistrent en ligne sur des sites web de leur État d'origine, souvent peu lisibles et inaccessibles. Enfin, nombreux sont ceux qui n'ont pas bénéficié des subsides du gouvernement supposés couvrir 85 % du prix des billets de train alors que, début juin, environ 5,7 millions de migrants ont pris quelque 4 000 trains Shramik spécialement réservés à cet effet. Pour des dizaines de millions d'autres, la marche est restée la seule option, les persécutions policières systématiques des premières semaines laissant place tantôt à une indifférence blasée, tantôt à des interdictions strictes de cheminement aux abords des autoroutes. »*

La situation sociale en China (la deuxième économie mondiale) n'est guère meilleure :

*« En Chine, les migrants de l'intérieur sont près de 291 millions, soit plus du tiers des actifs (...) Une organisation non gouvernementale basée à Pékin spécialisée dans l'aide aux*

---

<sup>8</sup> Eric Sautede, « Covid-19: en Chine et en Inde, les nouveaux damnés de la terre ».

*migrants estime que, fin mai, 80 % des migrants ont regagné leur travail... ce qui signifie également que 58 millions d'entre eux ont perdu leur emploi !*

*« En Chine, si l'activité a repris dès mars, au moins 20 % des migrants n'ont pas à réussi à réintégrer leur emploi d'avant la crise. Et pour ceux qui ont retrouvé un poste, après deux mois de manque à gagner non indemnisés, les conditions ont changé : seuls les salaires de base sont à nouveau payés, souvent indexés sur le salaire minimum de la localité – tous les bonus et les heures supplémentaires ont été supprimés –, lequel est en général quatre à cinq fois inférieur au salaire moyen de cette même localité. Ainsi, des ouvrières de la confection dans le delta de la rivière des Perles ont vu leur salaire divisé par deux, voire trois, souvent après avoir été forcées de prendre tous leurs congés et parfois des congés sans solde.*

*« Mais la contraction des carnets de commandes se traduisant par la mise à pied des travailleurs migrants les plus âgés et des horaires réduits affecte d'autres secteurs : dans l'industrie toujours, comme l'électronique, où les salaires ont également drastiquement baissé, mais aussi dans les services, dont la reprise se fait attendre, puisque depuis fin 2019, il y a plus de travailleurs migrants dans le tertiaire que dans le secondaire.*

*« Certains économistes chinois ne cachent d'ailleurs pas leur inquiétude, tel Liang Qidong, de l'Académie des sciences sociales du Liaoning, qui n'hésite pas à évoquer la possibilité d'un mouvement social d'ampleur si « les jeunes travailleurs migrants ne peuvent ni retrouver un travail à la ville ni retourner à la terre dans leur village d'origine ». La situation est d'autant plus explosive que les travailleurs migrants sont très mal protégés.*

*« En 2016, la dernière fois où le Bureau national des statistiques a publié une telle information alors qu'un tableau (presque) complet de la situation des migrants est publié annuellement, seulement 65 % des travailleurs migrants chinois disposaient d'un contrat de travail, en totale violation de la loi. Il n'est dès lors pas étonnant que moins de 25 % d'entre eux bénéficient des cinq grandes assurances contractuelles (vieillesse, santé, maternité, chômage et contre les accidents du travail), d'autant que le système du permis de résidence (hukou) – la plupart des migrants viennent de la campagne – leur interdit l'accès aux services sociaux en zone urbaine sans le sésame d'un contrat. S'agissant du chômage en particulier, seuls 17 % d'entre eux (contre 44 % pour la population active urbaine) sont officiellement couverts, et au premier trimestre 2020, le ministère des ressources humaines a indiqué que seulement 67 000 migrants mis à pied avaient bénéficié d'une couverture chômage, sur un total de 2,3 millions de bénéficiaires. »*

L'**Argentine** est un autre cas particulièrement représentatif des pays "émergents". Le journal *Izquierda Diario*<sup>9</sup> rapporte que, du début du confinement à 27-6, le nombre total de licenciements a été de 746 000 travailleurs, 156 000 "en blanc" et 590 000 "au noir". Au moins 2 912 000 travailleurs ont subi des réductions de salaire. Parmi eux, 662 000 ont été touchés par les attaques directes des employeurs, tandis que 2 250 000 ont vu leurs salaires réduits suite aux accords sectoriels entre les chambres patronales et les directions des syndicats jaunes. Les réductions salariales convenues par les syndicats vont de 25 à 40 %. À cela s'ajoutent les 209 000 travailleurs à qui l'on doit des arriérés de salaires, notamment dans les secteurs des transports et de l'État. En outre, dans un contexte de forte inflation, 921 000 travailleurs ont vu les négociations salariales reportées, principalement dans le secteur public.

Les chaînes se brisant par les maillons les plus faibles, la situation est terriblement critique au **Liban**, la "Suisse financière du Moyen-Orient", avec un tableau qui est la copie conforme des *crises combinées* de l'Argentine de 1989 et de 2001-2002 (ou de l'Allemagne de 1923). D'après un article paru dans *Le Monde* le 4 juillet<sup>10</sup>,

*« Ce n'est plus une crise que traverse le Liban. C'est une tornade, un déclassement à toute allure, un début d'apocalypse. (...) Au fil des guerres et des crises politiques qu'a connues le Liban, vivre au jour le jour est devenu une philosophie. Mais cette crise, comme jamais auparavant, est marquée par une dépossession du pouvoir d'achat, des licenciements massifs, et une perte de repères. Nul ne sait jusqu'où ira la chute. « C'est un choc énorme, bien pire que la Grèce, que vit le Liban », diagnostique l'économiste Charbel Nahas, l'un des très rares à avoir averti, dès l'automne 2018, du séisme qui guettait le pays. A Beyrouth, les rideaux de fer des magasins sont toujours plus nombreux à rester baissés, signe de faillites ou de l'activité au ralenti. « On a réduit les horaires, car il n'y a pas assez de travail : les clients ne peuvent pas faire face à l'inflation. J'ai peur que les propriétaires ferment le supermarché, peur de perdre mon travail », dit Hania, une caissière. Son salaire ne vaut plus grand-chose, mais c'est tout ce qui lui reste. Dans certaines boutiques, les prix ne sont plus affichés : il est devenu trop compliqué de les modifier chaque jour. La majorité de ce qui est consommé est importé en dollars, dont le prix ne cesse d'évoluer sur le marché noir, et trois taux se juxtaposent : l'un officiel (1 500 livres pour un dollar), l'autre pratiqué par les banques (3 850 livres pour un dollar) et le dernier en vigueur sur le marché noir (au-delà de 8 000 livres pour un dollar). « On ne sait plus à quel prix vendre », dit Hassan, qui tient une petite épicerie. La viande est devenue un produit de luxe (...). A certaines intersections, s'ajoutent, aux petits mendiants présents depuis des années, des silhouettes jamais vues,*

<sup>9</sup> "Plus de 4,9 millions de travailleurs touchés par des licenciements, des suspensions et des attaques salariales", 28-6-2020. Ces données ont été fournies par l'Observatoire de la Dette Sociale de l'Université Catholique Argentine.

<sup>10</sup> "Le Liban précipité dans l'abîme" ; [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/07/04/suicides-faillites-licenciements-le-liban-precipite-dans-l-abime\\_6045193\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/07/04/suicides-faillites-licenciements-le-liban-precipite-dans-l-abime_6045193_3210.html)

*celles de personnes âgées qui vendent des bricoles en échange d'un billet. Pour ne rien arranger, Beyrouth est plongé dans le noir, la nuit, depuis plusieurs jours, faute d'alimentation en électricité. (...) Les banques, elles, se sont calfeutrées derrière des parois de métal qui recouvrent les vitrines extérieures. Jadis considérées comme un pilier de l'économie, elles sont désormais honnies. Les retraits sont rationnés. Les dollars y sont introuvables, hormis pour ceux qui en reçoivent de l'étranger. Aux taux d'intérêt élevés, qui ont longtemps attiré les dépôts et alimenté le système financier libanais, a succédé depuis l'automne le blocage de l'argent des petits épargnants. Des fuites massives de capitaux vers l'étranger ont eu lieu, elles, depuis avril 2019, par des initiés ou des privilégiés. « C'est mon argent ! Vous n'avez pas le droit de m'empêcher de le retirer ! », crie un retraité dans une agence bancaire du quartier d'Achrafieh. L'esclandre ne fait plus ciller : tout le monde s'est habitué à cette détresse, les clients las comme les employés qui se demandent quand viendra leur tour d'être licenciés. La catastrophe dépasse les murs de la capitale. « Je peine à acheter du lait et des couches pour mes enfants. Et pourtant, je fais partie de la classe moyenne. Alors que dire des pauvres ? », s'inquiète Nizar, enseignant à Tripoli, dans le Nord.»*

Quel que soit le continent ou les zones géographiques, tant dans les métropoles impérialistes que dans les pays "émergents", la crise du capitalisme mondial tend à détruire les vieux équilibres économiques et sociaux, à générer cette insécurité permanente que Marx décrit dans *Le Capital*, à uniformiser ses conséquences dévastatrices sur les secteurs les plus vulnérables du prolétariat international. Dans ces mêmes métropoles capitalistes, les "garanties" offertes aux masses prolétariennes et financées depuis des décennies grâce aux superprofits que l'impérialisme tirait de l'exploitation du monde entier tendent à disparaître à grande vitesse.

Un nouveau cycle s'est ouvert dans l'histoire du capitalisme mondial, générant un terrain propice à la propagande, à l'agitation, à l'organisation et à l'action révolutionnaires.